

*Le Comité des citoyen-ne-s de Milton-Parc est le regroupement des citoyen-ne-s dans le quartier de Milton-Parc, qui se trouve dans le district électoral de Jeanne-Mance. La population de Milton-Parc est d'a peu pres 11500 personnes, incluant 2500 étudiant-e-s universitaires. Le Comité a comme but principal d'engager la participation démocratique citoyenne dans l'amélioration du quartier et revendique une démocratisation du pouvoir décisionnel aux niveaux urbain, provincial et fédéral.*

Les résident.e.s de Milton-Parc ont toujours été à l'avant-garde sur la question de la démocratie municipale. Nous avons fondé le Centre d'écologie urbaine de Montréal en 1996, qui promeut depuis le début l'idée de budgets participatifs. Les militant-e-s de Milton-Parc ont aussi réussi à convaincre les élu-e-s du Plateau Mont-Royal de s'engager à la construction d'un budget à partie participatif pendant 2 ans et demi, impliquant des centaines de citoyen-ne-s pour la détermination des priorités économiques de l'arrondissement dans son budget de dépenses capitale. Cette expérience unique s'est terminée lorsqu'un autre parti a pris le pouvoir sur le Plateau.

On retourne finalement à une discussion autour de l'idée d'un budget participatif - cette fois ci pour la Ville Centre a l'entier et non juste un arrondissement. Le CCMP prend la position suivante : des consultations publiques et un budget participatif ne sont pas la même chose. La démocratie participative ne peut pas, en ce cas, être exprimée sans la participation citoyenne dans la discussion et les décisions liées aux priorités économiques de la municipalité, soit dans le budget capital ou opérationnel.

Pour parler un peu du budget 2020-2021, on demande aux citoyen-ne-s leurs opinions sur les dépenses excessives. Le CCMP prend la position que les dépenses en sécurité publique et en particulier le SPVM sont extrêmement excessives. Ces fonds peuvent être mieux utilisés pour la

formation citoyenne en stratégies communautaires de sécurité, comme les équipes de rue ou les bonnes pratiques pour l'interaction quotidienne entre la communauté sans-abri et les résident-e-s des quartiers. Au lieu de continuer l'effacement des groupes racisés par une néo-colonialisme violente caractérisée par une intervention policière qui vise à décourager des pratiques des sans-abris sans que la Ville paie assez pour les alternatives (shelters, premiers soins en santé mentale, etc.), il faut investir dans du logement abordable, sécuritaire et sensible aux besoins des groupes Autochtones.

En générale, Montréal est sous-financé par rapport au montant prélevé sur les citoyen-ne-s. Il serait intéressant d'explorer des options autres que l'augmentation des taxes foncières - par exemple, la Ville de New York prélève de l'impôt sur le revenu. Pour réitérer, cependant, toutes ces décisions doivent être prises en partenariat entre les citoyen-ne-s et les élu-e-s. Plus que 230 villes et villages ont des processus de budget participatifs, incluant la Ville de Paris.

Pourquoi pas Montréal?